

L'AIPD (Analyse d'Impact) : de quoi parle-t-on ?

L'Analyse d'Impact relative à la Protection des Données (AIPD) est une démarche prévue par le RGPD (article 35) pour les traitements de données personnelles susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques concernées.

L'AIPD permet notamment d'analyser les risques liés à un traitement, de vérifier le respect des principes du RGPD (finalité, proportionnalité, sécurité), et de démontrer que des mesures adaptées ont été mises en place.

L'AIPD n'est pas obligatoire pour tous les traitements, ni pour toutes les structures.

Ma CPTS doit-elle réaliser une AIPD ?

Dans la majorité des cas, les traitements mis en œuvre par les CPTS (gestion des adhérents, RH, communication, coordination administrative) ne nécessitent pas la réalisation d'une AIPD.

Une AIPD devient nécessaire uniquement si un traitement présente un risque élevé, notamment lorsqu'il correspond à certains critères définis par la CNIL.

Comment évaluer le risque et la nécessité d'une AIPD ?

Pour savoir si une AIPD est requise, il convient de se poser les bonnes questions.

Étape 1 – Le traitement figure-t-il sur une liste CNIL ?

La CNIL publie :

- une liste des traitements pour lesquels une AIPD est obligatoire,
- et une liste des traitements pour lesquels une AIPD n'est pas requise.

Si le traitement figure sur la liste "obligatoire" → AIPD requise.

Étape 2 – Le traitement remplit-il plusieurs critères de risque ?

En pratique, la présence de deux critères ou plus constitue un indicateur fort de risque et doit conduire à une analyse approfondie afin de déterminer si une AIPD est nécessaire.

- évaluation ou scoring des personnes (profilage),
- décision automatisée produisant un effet juridique ou similaire,
- surveillance systématique des personnes,

- traitement de données sensibles, notamment de santé,
- collecte ou traitement de données à grande échelle,
- croisement de plusieurs sources de données,
- données concernant des personnes vulnérables (patients, personnes âgées, enfants),
- utilisation d'une technologie nouvelle ou innovante,
- risque d'exclusion d'un droit ou d'un service.

Plus un traitement cumule ces critères, plus le niveau de risque est élevé.

Et pour les CPTS, concrètement ?

Une AIPD peut être pertinente dans certains cas spécifiques, par exemple :

- actions de prévention impliquant la collecte structurée de données de santé sur un grand nombre de patients,
- mise en place d'un nouvel outil numérique ou d'une plateforme innovante,
- projets impliquant des croisements de données entre plusieurs acteurs.

Ces situations restent ponctuelles et liées à des projets particuliers, pas au fonctionnement courant d'une CPTS. Par exemple, la gestion des adhésions, l'envoi de newsletters ou encore la gestion RH ne nécessitent pas d'AIPD.

La décision de ne pas réaliser d'AIPD doit être documentée et justifiée (ex : dans le registre des traitements).

Où trouver de l'aide pour réaliser une AIPD si besoin ?

Si une AIPD est nécessaire, la CNIL met à disposition :

- des guides pratiques et questions/réponses,
- des catalogues de bonnes pratiques,
- et un outil gratuit (logiciel open source) pour accompagner la réalisation et la formalisation de l'analyse d'impact.

👉 En cas de doute ou de projet complexe, il est fortement recommandé de se faire accompagner par un DPO ou un expert RGPD.

Chaque CPTS demeure responsable de l'évaluation de ses traitements et de la mise en œuvre d'une AIPD lorsque celle-ci est requise au regard du RGPD.